

L'esprit de service public

Par Paul-Henri BOURRELIER*

Le service public serait-il une notion désuète ? L'expression l'est, peut-être, car le vocabulaire change vite par les temps qui courent et la vogue des mots obéit à des modes, comme le montrent les changements d'intitulés des ministères, les noms des courants de pensée. On peut dire service collectif, parler de biens communs, de gestion solidaire, voire même, dans certains ouvrages récents, de marques d'empathie... Mon propos est de dépasser les mots du moment et de rappeler qu'Yves a incarné la volonté obstinée et partagée de fournir une réponse à un besoin fondamental et permanent, même s'il est oscillant. Ce besoin, c'est celui d'un fonctionnement de la société qui concilie la liberté individuelle et les biens communs, et cela aux trois échelles locale, nationale et planétaire.

Lorsqu'Yves a commencé sa carrière au début des années 1960, la page de la guerre d'Algérie et de la période coloniale se tournait, la mondialisation s'annonçait sur tous les plans : économique (celui des échanges et de la bonne utilisation des ressources), scientifique et technique (conquête de l'espace et compréhension de la géophysique terrestre), mais aussi écologique. Période de construction, de plein-emploi, de jeunesse, de coopération internationale transcendant raisonnablement la Guerre froide, dans le prolongement de la Reconstruction qui avait suivi la Seconde Guerre mondiale. Des hommes politiques étaient porteurs de vision et de volonté, et l'on pouvait penser que la créativité avait désormais sa place à la table du pouvoir. Le corps des Mines ayant aux commandes des anciens comme Fichesser, Guillaumat, Blancard, Alby, des jeunes patrons de l'administration, issus de la guerre, comme Daunesse, Giraud, Laffitte, Sore, des équipes d'entrepreneurs et des chercheurs de pointe, avait inventé pour les jeunes ingénieurs un système de formation et d'entrée dans la vie active dans lequel ils pouvaient se mettre au service de la collectivité tout en satisfaisant leurs aspirations personnelles pour l'action. Le formalisme hiérarchique s'était assoupli, les années étaient moins glorieuses que dynamiques, on se souciait plus de fond que de communication, on pensait plus à l'économie qu'à la finance. La promotion 1955 de l'Ecole polytechnique, immédiatement confrontée aux épreuves de la guerre d'Algérie, a révélé des personnalités exceptionnellement fortes sur le plan individuel, comme sur celui de la sensibilité au social. Je ne voudrais pas les citer ici, car plusieurs d'entre eux sont présents dans cette salle, mais seulement marquer ce qu'Yves Martin devait à ce collectif véritablement unique dans notre histoire récente.

La politique de l'eau s'est rapidement posée, pour les tempéraments pionniers, comme modèle d'une organisation

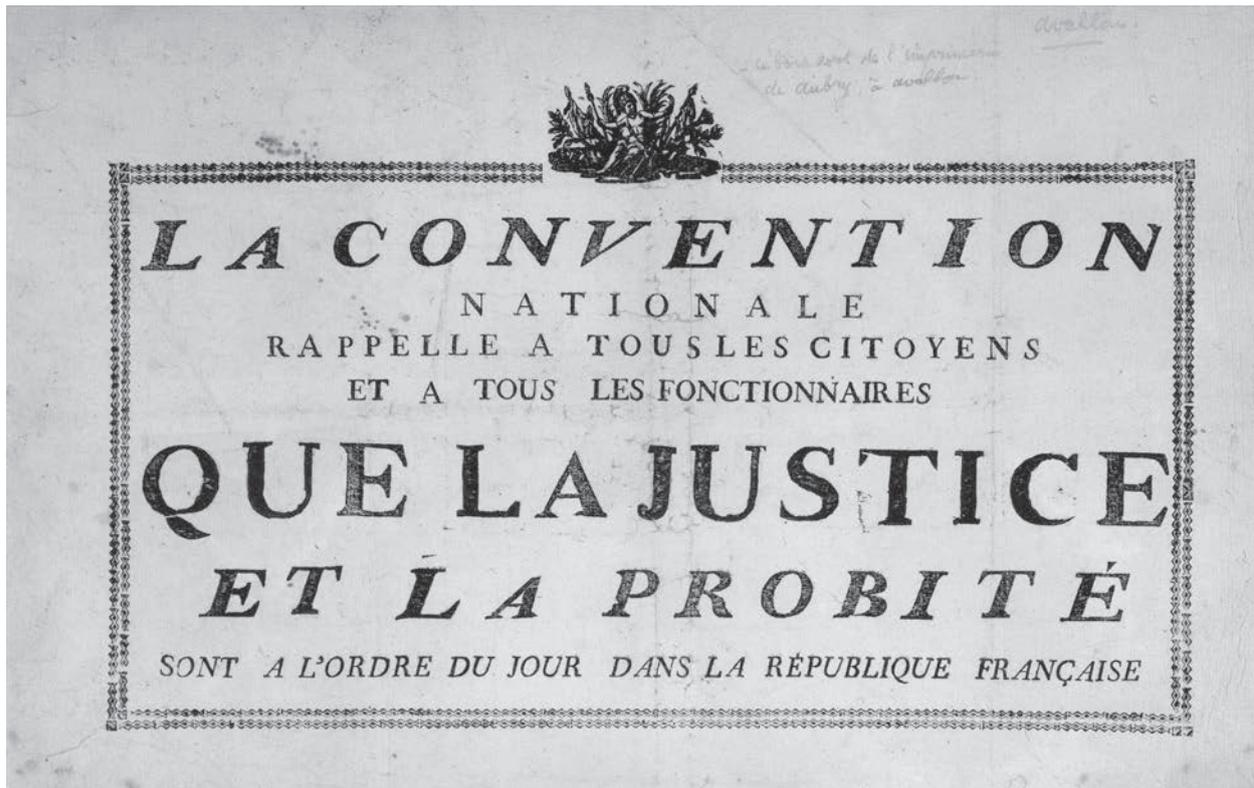
par la loi mettant en œuvre des enceintes de délibération coopérative, des institutions de gestion et des leviers économiques. La politique de l'environnement s'est constituée par agglomération successive de missions, et la création d'enceintes hybrides s'en est ensuite inspirée. Le foisonnement d'idées a été remarquable. Parallèlement, les traditionnelles missions de sécurité industrielle ont été repensées comme des actions de gestion de risques.

Ce fut un grand chantier collectif et, pour les pionniers qui s'engagèrent dans l'aventure comme pour ceux qui les relayeront, ce fut la matrice et une anticipation des opérations futures de l'environnement.

Dans ce contexte encore austère, en comparaison avec celui que nous vivons aujourd'hui, Yves Martin, avec sa forme d'esprit absolument cartésienne et sa culture protestante, incarnait une rigueur souriante, une obstination exigeante mais sans raideur, intransigeante quant au fond mais patiente, concrète et presque rustique, car sans cesse rapportée à l'expérience du terrain. Il n'avait pas son pareil pour se passionner sans tomber dans l'isolement du sectarisme. Sa discipline personnelle, telle que je l'ai vue fonctionner, pourrait se caractériser comme suit :

- ✓ rigueur scientifique et solidité de l'argumentation rationnelle, reposant sur des hypothèses susceptibles d'être confortées et approfondies ou, au contraire, remises en question par des recherches nouvelles ;
- ✓ refus à plusieurs reprises d'assumer des missions mal posées et des fonctions honorifiques pour lesquelles les responsabilités ne sont pas accompagnées des moyens appropriés ;
- ✓ retour au terrain et au quotidien systématique, aussi souvent que possible ;
- ✓ ardeur inlassable d'expert pour proposer aux politiques des voies progressives qui orientent et mobilisent, pour se mettre à disposition des associations ;
- ✓ ne pas se fier aux seuls instruments réglementaires, mais utiliser des outils économiques (c'est la marque des leçons d'Allais et de Boiteux) pour infléchir les comportements dans la durée, toujours en référence du long terme dont il faut discerner, afin d'agir à temps, les tendances lourdes, sans tomber dans l'illusion de pouvoir en prévoir les cheminements.

Une référence au service public, toujours présente à son esprit, sinon affichée, constituait le ressort de ce comportement. Attitude quelque peu élitiste, mais dépourvue d'arrogance, au service du public, sans profit personnel autre que la satisfaction d'avoir dit et fait ce qui devait l'être, guidée par un savoir qui devait être partagé. De la pédagogie, plutôt que de la communication. J'ai toujours



© Musée Carnavalet / Roger Viollet

Placard de la Convention nationale, 1792.

admiré chez Yves Martin sa parfaite disponibilité, j'irais jusqu'à dire sa patience, pour livrer une analyse vigoureuse et faire des recommandations.

Se faire entendre des politiques, qu'ils soient membres de l'exécutif ou parlementaires, nationaux ou locaux, ainsi que des juges, a été une démarche qu'il a pratiquée sans complexe, sinon sans affinités. Dire, par exemple, qu'il en avait une, non exclusive, avec Michel Rocard, c'est aussi dévoiler le niveau où se situait son champ d'influence.

Cet esprit relève d'un passé bien lointain pour les nouvelles générations formées à la compétition individuelle au sein d'une société qui a perdu le sens de la rigueur et de la simplicité des justes. Et pourtant ! Touchée par l'impact des crises et vivifiée par la circulation des informations sur les nouveaux réseaux techniques, l'opinion publique, en France comme ailleurs, entend participer au choix de solutions efficaces et justes ouvrant des perspectives crédibles. Des catastrophes récentes nous interpellent, car elles sont le fruit non pas d'impossibilités, mais du déni. Les pirouettes, la langue de bois, l'arbitraire, l'injustice provoquent l'indignation. Les délégués du pouvoir n'ont plus de blanc-seing ; mais se rendent-ils compte que l'inaction leur sera reprochée autant que l'erreur ?

Le monde connaît des transformations considérables : après une transition démographique rapide, il doit réussir une transformation culturelle et « civilisationnelle », inventer de nouvelles formes de solidarité. Les crises récentes ont montré les dérives et les limites d'un pilotage financier et non économique de l'économie mondiale. Des contraintes et des enjeux apparaissent de plus en

plus clairement : l'évolution du climat, l'épuisement de certaines ressources naturelles non renouvelables, l'alimentation de neuf milliards d'êtres humains, la sortie de la pauvreté de nombreux pays encore « non émergents » comme ceux d'Afrique. La sobriété redevient vertu sur une planète aux dimensions limitées et où la raréfaction produit des rentes insupportables. Le projet de taxe carbone (dont Yves Martin s'était fait l'avocat), malheureusement abandonné par l'Europe à Kyoto, proposé à nouveau au niveau national en 2008 par la commission Rocard, puis encore abandonné, a de bonnes chances de redevenir d'actualité.

Un nouveau partage des responsabilités s'établit aux niveaux local, national et international dans la défense d'un bien commun qui mobilise des capacités d'innovation et d'expertise. La « gouvernance » devient pluraliste, la démocratie et les valeurs universelles progressent bon an mal an, et des forums, fonctionnant selon des formules renouvelées, font l'interface avec la décision politique. Un rebondissement moral est donc dans l'air du temps et, j'en suis convaincu, la compétence des jeunes, animée par le même esprit de mission qu'il y a trente à quarante ans, sera propre à rétablir la confiance et l'élan de notre pays et à avoir valeur d'exemple pour d'autres.

Note

* Ingénieur général des Mines honoraire, président du Conseil scientifique de l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (AFPCN).